

MICHAEL F. KERGIN

Michael F. Kergin est entré au ministère des Affaires extérieures en 1967. Il est diplômé des universités de Toronto et d'Oxford. Il a été ambassadeur du Canada à Cuba de 1986 à 1989 et conseiller du premier ministre en matière de politique étrangère de 1998 jusqu'à sa nomination au poste d'ambassadeur aux États-Unis en 2000.



Il faut avant tout se demander si nous appliquons efficacement les lois et les règlements. Si le doute s'installe de part et d'autre, peut-être faudrait-il ériger des murs à la frontière. Mais si nous veillons, grâce à une coopération plus étroite et à un meilleur partage de l'information, à bien appliquer les règlements, il n'est plus utile d'ériger un mur entre le Canada et les États-Unis.

Dans mes discussions avec les fonctionnaires américains et les membres du Congrès, rien n'indique qu'ils trouvent la réglementation canadienne indulgente à l'égard des menaces qui pèsent sur les États-Unis, et personne n'a parlé de changements à apporter à nos lois. Si certaines voix isolées — habituellement des « commentateurs » canadiens mal informés — ont soutenu que le Canada était une terre d'asile pour les terroristes, en revanche l'ensemble du gouvernement américain est plutôt satisfait de la façon dont nous nous occupons des questions de sécurité, notamment celles d'intérêt commun.

Le Canada et les États-Unis sont les deux pays qui collaborent le plus

étroitement à la réalisation de l'objectif commun qu'est la protection de leurs citoyens contre le terrorisme. Tous les jours de l'année, la Gendarmerie royale du Canada, le Service canadien du renseignement de sécurité, les services de police locaux et les fonctionnaires des douanes, de l'immigration et des transports collaborent avec leurs homologues américains. Les autorités américaines ont salué la qualité de leur travail à la suite du 11 septembre. Non seulement cette coopération se poursuivra, mais elle s'intensifiera.

Canada — Regard sur le monde :

Le Canada et les États-Unis partagent la plus longue frontière non défendue du monde. Son passage risque-t-il d'être plus difficile qu'avant les attaques? Et quelles en seraient les conséquences à long terme pour le Canada?

Michael Kergin : L'intégration de nos économies est très poussée. Toute mesure qui nuirait à la libre circulation des marchandises et des personnes — 200 millions

de personnes franchissent la frontière chaque année — serait désastreuse pour l'économie canadienne. C'est pourquoi nous devons gérer intelligemment notre frontière commune.

À l'heure actuelle, nous tentons ensemble de trouver de nouvelles façons de distinguer les risques faibles et élevés. Nous voulons que les personnes et les marchandises dont la provenance est incertaine ou douteuse ne puissent pas franchir la frontière et qu'elles soient confiées aux autorités compétentes, tout en entravant le moins possible le passage de celles qui ne présentent aucun risque. Les ressources qui seraient libérées, notamment grâce à l'utilisation des nouvelles technologies, serviraient alors à empêcher les personnes et les marchandises suspectes d'entrer en Amérique du Nord. Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas tant un périmètre de sécurité qu'une zone qui inspirera confiance autour de l'Amérique du Nord. Je suis convaincu que cela est possible. 🍁

L'autoroute 402, à Reeces Corners, dans le Sud de l'Ontario. Le lendemain des attaques, le renforcement des mesures de sécurité ralentissait considérablement la circulation transfrontalière et la file de camions attendant de franchir la frontière américaine s'étendait sur plus de 27 kilomètres.

